



Faire reculer le gouvernement, préparer l'alternance



L'édito des Socialistes des Lilas



Pascal Dhennequin

École publique en danger, génération sacrifiée !

La crise a bon dos... Elle est le prétexte que cherchait Sarkozy pour mener la **politique de destruction systématique des services publics** au cœur même de la matrice idéologique de la droite. Rarement un gouvernement n'aura autant bradé ce « patrimoine de ceux qui n'en ont pas » !

L'école publique est au premier rang des victimes. En trois ans, près de **50 000 postes d'enseignants ont été supprimés**, et le gouvernement entend amplifier ce mouvement. **La formation des enseignants a été démantelée** et réduite à peau de chagrin. Les politiques d'aide aux élèves en difficulté sont privées des moyens nécessaires. La médecine scolaire est en lambeau...

L'école publique est asphyxiée et rendue incapable de remplir ses missions mais, pour l'UMP, à **quoi bon former de futurs citoyens quand l'objectif est de fournir une main d'œuvre bon marché au MEDEF ?**

Aux Lilas aussi, les effets de cette politique se font sentir. Dans les écoles, **le volant d'enseignants remplaçants est d'ores et déjà épuisé** et les enseignants absents ne sont plus remplacés. **Les RASED n'ont plus les moyens de suivre tous les enfants qui en auraient besoin** et ne peuvent plus faire face qu'aux situations les plus dramatiques.

Au collège Marie Curie, **les moyens de surveillance sont cruellement insuffisants** et ceux alloués à l'accompagnement éducatif ont été diminués de manière drastique. Partout, **des enseignants non-formés font leur apparition dans les établissements** et se retrouvent en difficulté pour encadrer enfants et adolescents.

En mettant à mal l'école de la République, c'est à notre jeunesse que le gouvernement est en train de faire perdre espoir. En lui ôtant la possibilité de s'élever socialement, en lui promettant une vie professionnelle faite de bas salaires et de périodes de chômage, en lui faisant porter le poids de déficits sans cesse plus lourds, en lui éloignant l'espoir d'une retraite décente **c'est une génération sacrifiée que le gouvernement est en train de fabriquer.** Il est temps que cela cesse et que les Français reprennent espoir...

SOMMAIRE

RÉFORME DES RETRAITES P.2

- ◆ Un formidable recul social, un gouvernement qui ne veut rien entendre
- ◆ Affaire Woerth/Bettencourt : la justice est-elle encore indépendante ?

AUX LILAS P.3

- ◆ Laïcité aux Lilas : une polémique bien surprenante...
- ◆ Prolongement de la ligne 11 : ça avance !
- ◆ Le conseil général lance un plan exceptionnel pour les collèves

LIBERTÉS PUBLIQUES P.4

- ◆ Chasse aux Roms, traque des sans-papiers, déchéance de la nationalité : une inquiétante dérive sécuritaire

Retrouvez l'actualité des Socialistes des Lilas
<http://psleslilas.typepad.fr>



RÉFORME DES RETRAITES

Une autre réforme est possible !

les Socialistes ont multiplié les propositions en ce sens.

- **Maintien de l'âge légal de départ en retraite à 60 ans et de l'âge d'obtention d'une retraite à taux plein à 65 ans.**
- **Taxation des revenus du capital : bonus, stock option, plus-values...**
- **Augmentation modérée et progressive des cotisations sociales salariales et patronales.**
- **Plan pour favoriser le retour à l'emploi des seniors.**
- **Prise en compte de la pénibilité des professions exercées dans l'âge de départ en retraite.**
- **Taxation des bénéfices des banques pour alimenter le fond de prévoyance des retraites.**

Mais ce débat, le président de la République ne veut pas l'avoir car ces solutions, qui font peser l'essentiel des efforts sur les plus favorisés, déplaisent à ses « amis ».

Retraites : un formidable recul social, un gouvernement qui ne veut rien entendre !



Pascal Dhiennequin

Plus de 2,5 millions de personnes dans la rue le 7 septembre, 3 millions le 23, plus encore le 2 octobre... Le message des Français au gouvernement est clair : ils refusent la réforme des retraites que Sarkozy tente de faire passer en force.

Une réforme inefficace et injuste, aux effets désastreux

Comment pourrait-il en être autrement ?

Cette réforme est inefficace : elle n'assurerait l'équilibre de notre système de retraite par répartition que pour quelques années. **Elle est injuste** : elle ferait peser l'essentiel des efforts sur le monde du travail et les revenus financiers seraient presque épargnés. **Elle est dangereuse** et aurait des conséquences dramatiques : **paupérisation croissante des retraités**, notamment des femmes dont les

carrières ont souvent été émaillées de période d'inactivités ; **augmentation du chômage** chez les jeunes qui ne parviendraient plus à entrer sur le marché du travail et chez les Seniors qui ne seraient pas davantage conservés par leurs employeurs ; **recul de l'espérance de vie**, notamment pour salariés exerçant les professions les plus pénibles...

Aux Lilas, la mobilisation s'amplifie...

Aux Lilas comme ailleurs, la mobilisation contre cette réforme prend de l'ampleur. Avant l'été, un collectif unitaire de défense des retraites s'est constitué : les Socialistes y prennent toute leur part, aux côtés des autres organisations politiques de gauche (PCF, Les Verts, Alternatifs, Parti de Gauche, NPA) et des organisations syndicales (CGT, FSU). Il entend continuer à informer les Lilasiens et à les inciter à se mobiliser toujours plus nombreux.

Affaire Woerth / Bettencourt : la justice est-elle encore indépendante ?

Depuis plusieurs mois, l'affaire Bettencourt empoisonne le gouvernement.

Au cœur de celle-ci : le ministre du Travail, Eric Woerth, suspecté d'avoir fermé les yeux, en tant que ministre du Budget, sur l'évasion fiscale de la plus grosse fortune de France, d'avoir participé au financement illégal de la campagne présidentielle du candidat Sarkozy et de l'UMP dont il était trésorier et de s'être servi de ses fonctions pour faciliter l'embauche de sa femme au sein de l'entreprise gérant la fortune de l'héritière du groupe L'Oréal. **Fâcheuse coïncidence, le même Eric Woerth est aujourd'hui le personnage clé de la réforme des retraites.** Depuis que l'affaire a éclaté, toute la droite est mobilisée. **Un seul credo : « sauver le soldat Woerth » ... quitte à bafouer l'indépendance de la justice.** L'enquête a été confiée à un proche de Nicolas Sarkozy : le procureur de Nanterre, Philippe Courroye. Sa mission : tout faire pour qu'un juge d'instruction indépendant ne soit pas saisi. Mais la ficelle est grosse et même le procureur général près la cour de Cassation a préconisé la nomination d'un magistrat indépendant.

Et que fait le gouvernement ? Il temporise... Pourtant, une telle affaire, véritable scandale d'État, mériterait bien que la justice y jette un œil... Parce qu'elle le vaut bien !

Des arrière-pensées inquiétantes

Car la partie qui se joue là est une bataille majeure. **En effet, la réforme n'a d'autre objectif que de démanteler notre système de retraites par répartition.** L'objectif inavoué : faire la part belle aux assurances privées gérées par de grandes multinationales.

Pire encore : **elle n'est qu'une étape de la politique qui vise à rogner tous les acquis sociaux.** Car après les retraites, d'autres étapes sont programmées, à commencer par la mise à mal de la Sécurité sociale.

La stratégie gouvernementale apparaît de plus en plus clairement : le « pourrissement ». **Sarkozy compte sur une démobilisation des Français, convaincu qu'une fois la loi votée, la contestation s'estompera. Qu'il n'y compte pas trop...**



Laïcité aux Lilas : une polémique bien surprenante...

Depuis quelques semaines, le collectif Gros Frère – initialement formé autour des questions de vidéo surveillance (?) - est à l'origine d'une polémique : la laïcité serait en péril aux Lilas.

Des accusations sans fondement, des sujets visiblement mal maîtrisés

Les accusations formulées sont graves mais attestent surtout d'une méconnaissance des questions.

Ainsi, la reconstruction de l'église est vilipendée parce que financée par des deniers publics : pouvait-il en être autrement alors que la loi de séparation des Églises et de l'État prévoit que les bâtiments culturels bâtis avant 1905, comme c'est le cas de l'église des Lilas, resteraient à la charge des communes ?

Le financement de l'école privée Notre-Dame par la municipalité n'agréa pas à ces défenseurs d'une laïcité conçue de manière bien restrictive : ne savent-ils pas que la loi contraint les municipalités à fi-

nancer les écoles privées ? ne connaissent-ils pas le long contentieux qui a opposé, jusqu'en 2001, l'OGEC (organisme qui gère l'école Notre-Dame) et la ville des Lilas ? n'ont-ils pas compris ou ne veulent-ils pas voir que la municipalité élue en 2001 a choisi la solution la moins coûteuse pour le contribuable lilasien ?

Ils critiquent l'acquisition à l'euro symbolique par la commune d'un terrain, qui pourra faire l'objet d'un bail emphytéotique à destination d'une association liée à la communauté juive qui souhaite y construire un bain rituel : connaissent-ils le terrain dont il s'agit, aujourd'hui laissé en friche ? n'ont-ils pas compris que cette opération n'aurait aucun coût pour la commune ?

Ils reprochent au maire de se rendre trop fréquemment dans des lieux de culte, de rencontrer les acteurs de toutes les communautés religieuses : en quoi cela pose-t-il problème ? n'est-ce pas l'usage républicain que les élus rencontrent les autorités religieuses à leur invitation comme, d'ailleurs, les représentants de la communauté éducative, les organisations de salariés, les chefs d'entreprises, les anciens combattants et bien d'autres encore... ?

Enfin, la municipalité est accusée, rien de moins, de ne pas respecter la loi de 1905 : n'ont-ils pas été informés que toutes les délibérations votées en conseil municipal sont ensuite soumises au contrôle de légalité et que, si elles ne respectaient pas la législation, elles seraient immédiatement refusées ?

Pourquoi maintenant ?

L'apparition de cette polémique dans le paysage lilasien aujourd'hui est surprenante...

En effet, la question de la reconstruction de l'église est débattue depuis des années... Le financement de l'école Notre-Dame n'a pas été substantiellement modifié depuis 8 ans... Les visites du maire aux autorités religieuses ne se sont pas faites plus fréquentes... Et pourtant, jusqu'à peu, nous n'avions vu fleurir ni tracts, ni pétition... Alors pourquoi maintenant ?

« La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes. », dit l'article premier de la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat.

Prolongement de la ligne 11 : ça avance !

Rassemblés en association depuis 2002, sous la présidence de Daniel Guiraud, les municipalités de 5 villes de l'Est parisien se battent pour faire avancer le dossier du prolongement de la ligne 11 de métro. Le projet, bien avancé, prévoit notamment la création d'une seconde station aux Lilas, au quartier des Sentes.

Actuellement en phase de concertation, ce projet, réclamé depuis 1900 et soutenu par le Conseil régional, devrait entrer en phase opérationnelle dans 3 ans. La fin du chantier est prévue pour 2019.

Le Conseil général lance un plan exceptionnel pour les collèges !



Claude Bartolone, député et président du Conseil général de Seine-Saint-Denis, lance un grand plan de rattrapage pour les collèges de notre département : « 21 collèges pour le XXIème siècle ».

Malgré les très graves difficultés financières du département, 700 millions d'euros seront investis d'ici 2015 : 11 gymnases, 9 cuisines centrales, et 6 nouveaux collèges seront construits, 11 autres collèges reconstruits, 4 autres rénovés et de nombreux établissements, dont Marie Curie aux Lilas, bénéficieront de travaux importants.



Chasse aux Roms, traque des sans-papiers, déchéance de la nationalité : une inquiétante dérive sécuritaire...

Gêné par l'ampleur prise prise par l'affaire Woerth / Bettencourt, accusé par ses échecs de plus en plus patents tant dans le domaine économique que sur le terrain de la sécurité, le président de la République a décidé d'user d'une tactique sarkozyste éculée : déporter l'attention des médias sur un autre sujet, la sécurité et l'immigration.

Cet été lui a fourni le prétexte qu'il attendait : profitant d'un fait divers, il a dans son scandaleux discours de Grenoble. Liant honteusement insécurité et immigration, décrétant que la délinquance était le résultat « de cinquante années d'immigration insuffisamment régulées », Sarkozy, et ses acolytes ont décidé de marcher sur les plate-bandes de l'extrême-droite, espérant y reconquérir quelques foulés aux pieds rompre avec la tradition républicaine.

Une scandaleuse chasse aux Roms

Les Roms ont été les premières victimes de cette stratégie présidentielle. Jamais, depuis une période bien sombre de notre histoire, une communauté n'avait été aussi clairement désignée comme responsable de l'insécurité, soumise à la vindicte populaire, montrée du doigt comme bouc-émissaire. Tout l'été, expulsions et démantèlements de camps se sont multipliés. Le Premier ministre a eu beau exprimer



ses doutes, la France a eu beau être condamnée par l'ONU, l'Union européenne et le Vatican, rien n'y a fait !

Loi Besson : une loi liberticide

Aujourd'hui, la loi Besson est la traduction législative du honteux discours de Grenoble.

L'offensive sécuritaire est tous azimuts : ■ la traque des sans-papiers atteint un niveau inégalé : des zones de rétention pourront être créées partout sur le territoire alors qu'elles n'existaient jusque là que dans les aéroports, les ports et les gares ; les sans-papiers gravement malades pourront plus facilement être expulsés même quand leur pays d'origine ne peut leur garantir un accès satisfaisant aux soins ; les étrangers en situation irrégulière pourront être maintenus 45 jours dans un centre de rétention (32 aujourd'hui) ; des expulsions pourraient être prononcées avant même que le juge de la

liberté et de la détention n'ait eu le temps de se prononcer...

■ la procédure de déchéance de la nationalité est étendue : tout Français, naturalisé depuis moins de 10 ans, pourrait se voir privé de sa nationalité en cas de violence commise contre une personne dépositaire de l'autorité publique. Non seulement une telle mesure risque fort d'être déclarée anticonstitutionnelle, mais elle fait surtout faire à la France un formidable bond en arrière puisque cette pratique n'avait plus été autant étendue depuis le régime de Vichy.

La politique sarkozyste en terme de sécurité connaît là une étape supplémentaire dans l'escalade et dans l'outrance. Le projet de société qui la sous-tend est clair : une société d'exclusion, dressant les uns contre les autres, désignant aux Français touchés par la crise des responsables faciles. L'antithèse de la société de tolérance et du « vivre ensemble » que les Socialistes entendent bâtir des 2012...

Je rejoins les Socialistes des Lilas

Nom : Prénom :
Adresse :
Tél. : email :

A renvoyer au Parti Socialiste des Lilas, 9, rue du 14 juillet - 93260 Les Lilas ou par mail à ps93260@gmail.com